

7 JUL. 2007



direction générale adjointe
chargée de l'aménagement du cadre de vie
direction centrale de la maintenance
et exploitation des espaces publics
direction de l'énergie

DP/GB

Mr Philippe DISTLER
Directeur Général
De l'ARCEP
7, square Max Hymans

Affaire suivie par Mr Baudoin
Tel. 04.97.13.47.67
Fax 04.97.13.29.17

75730 PARIS CEDEX 15

Objet : Consultation publique sur le pré-rapport du câble

Monsieur le Directeur Général,

Dans le cadre du pré-rapport et de la consultation publique sur le dossier des réseaux câblés, veuillez trouver ci joint l'avis de la ville de Nice sur la compétence exploitation entre 86 et 90 :

Si l'argumentaire soulevé par les câblo-opérateurs pour contester la compétence des communes pour déléguer à un tiers dès 1986 l'exploitation d'un réseau câblé nous amène nécessairement à nous interroger sur le sens à donner aux dispositions de l'article 34 de la loi du 30 septembre 1986, il convient toutefois de ne pas retenir une interprétation stricte de ces dispositions qui conduirait à dénaturer la volonté du législateur de l'époque.

En effet, plusieurs arguments militent en faveur d'une compétence communale :

- la loi de 1986 reconnaît aux communes la compétence pour établir un réseau câblé. En principe, l'exploitation est le corollaire de la construction des infrastructures.
- La loi n'interdit pas expressément aux communes d'exploiter un réseau câblé.
- La loi dispose que l'autorisation d'exploitation ne peut être délivrée qu'à une société. Pour notre part, cette disposition n'exclut pas la compétence des communes dans l'exploitation des réseaux câblés. Elle induit simplement qu'une commune ne peut exploiter directement un réseau câblé mais doit, si elle souhaite procéder à cette exploitation, nécessairement la déléguer à une société. Il s'agit en quelque sorte d'un mode de gestion imposé.
- Il ressort des travaux préparatoires à la loi de 1986 que l'autorisation d'exploitation pouvait être confiée à une société d'économie mixte. Or, aux termes de la loi 83-597 du 7 juillet 1983 relative aux SEM locales, "les communes (...) peuvent, dans le cadre des compétences qui leur sont reconnues par la loi, créer des SEM locales (...) pour réaliser des opérations d'aménagement, de construction, pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial, ou pour toute autre activité d'intérêt général". Par conséquent, si une SEM pouvait à l'époque être créée pour exploiter un réseau câblé et bénéficier de l'autorisation d'exploitation prévue par l'article 34 de la loi de 1986 ce n'était qu'à la condition expresse que l'exploitation d'un réseau câblé relève de la compétence des communes.
- De surcroît, dès la loi n° 84-743 du 1er août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-diffusion mis à la disposition du public sur un réseau câblé, le législateur a reconnu la compétence des sociétés d'économie mixte locales pour assurer cette exploitation et donc, a fortiori, la compétence des communes.

5, rue de l'Hôtel-de-Ville, 06364 Nice Cedex 4, www.nice.fr
04 97 13 20 00, fax 04 97 13 29 00

énergie

services

- Le législateur est encore allé plus loin dans la reconnaissance de la compétence des communes pour exploiter un réseau câblé par l'adoption de la loi n° 90-1170 du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications qui dispose, en son article 17, que l'autorisation d'exploitation peut être confiée également à un établissement public local.

- Le Conseil d'Etat, dans son avis n° 357 781 du 25 juillet 1995 considère que l'exploitation d'un réseau câblé, lorsque l'opérateur auquel la commune l'a confiée bénéficie de l'exclusivité sur le territoire couvert par ce réseau et lorsque la population bénéficie d'un droit d'égal accès au service, présente le caractère d'un service public. "La circonstance que cette exploitation, en vertu de l'article 34 de la loi de 1986, soit soumise à une autorisation du CSA n'interdit pas aux communes qui ont créé le service public local en cause de préciser dans une convention ou une concession les conditions de fonctionnement de ce service. L'exploitation d'un réseau câblé peut ainsi être cumulativement régie par une convention conclue par la commune et par une autorisation délivrée par le CSA. Ces instruments sont juridiquement autonomes l'un par rapport à l'autre (...)"

Le Conseil d'Etat reconnaît dans cette avis d'une part, la compétence des communes dans l'exploitation d'un réseau câblé et la faculté pour ces dernières d'en déléguer l'exploitation à un tiers et, d'autre part, l'indépendance entre le contrat de concession et l'autorisation délivrée par le CSA.

- La circulaire interministérielle du 12 mars 1997 reprend l'analyse effectuée par le Conseil d'Etat, ainsi qu'une réponse ministérielle à l'Assemblée nationale du 17 mai 1999.

- Enfin, la cour administrative d'appel de Nancy, dans un arrêt du 14 novembre 2002 TDF CABLE EST reconnaît la faculté pour les communes de déléguer à un tiers l'exploitation d'un réseau câblé qui peut revêtir la forme d'un service public.

Par conséquent, à la lumière de l'ensemble de ces éléments, la volonté du législateur a bel et bien été de reconnaître aux communes, dès 1986, la compétence pour déléguer à un tiers l'exploitation des réseaux câblés dont elles ont par ailleurs, compétence pour établir.

Le fait que seule une société pouvait bénéficier de l'autorisation d'exploitation de "la commission nationale de la communication et des libertés" n'exclut pas la compétence des communes pour encadrer l'établissement et l'exploitation du réseau câblé qu'elles ont décidé à l'époque de déléguer à un tiers ; le contrat de concession et l'autorisation d'exploitation étant par ailleurs deux actes juridiquement autonomes.

En conclusion, il paraît contestable de remettre en cause les contrats existants sur cette base compte tenu des conséquences majeures que cette décision entraînerait.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de notre considération distinguée.

P/ Le Sénateur-Maire
L'Adjoint délégué

Pd 
Agnès KAMPAL